

## LES INVESTISSEMENTS PUBLICS RAPPORTERONT DE GÉNÉREUX BÉNÉFICES

**D**'autres articles publiés récemment de la présente série, ont examiné le phénomène de la réduction de la participation aux études universitaires des groupes à faible revenu et à revenu moyen, réduction associée de près à la hausse des frais de scolarité, alors que la demande globale de places universitaires déjà rares a connu une hausse sans précédent.

Il serait peut-être temps maintenant de discuter des raisons pour lesquelles l'accessibilité aux études universitaires mérite autant d'intérêt.

Selon le recensement de 2001, les chances sont que si vous détenez un diplôme universitaire, vous gagnerez un million de dollars de plus d'ici la fin de votre vie active.

Les diplômés et diplômées universitaires représentent seulement 15 pour 100 de la population des plus de 18 ans, mais ils fournissent près de 35 pour 100 de tous les impôts sur le revenu versés à l'économie canadienne. Selon le pourcentage de la population qu'ils représentent, ceci correspond à plus de deux fois leur part.

Ces simples nombres devraient suffire à justifier un intérêt public répandu pour garantir une place dans une université à chaque Canadienne et à chaque Canadien qualifié intéressé à faire des études universitaires.

Mais ce n'est pas tout.

Il ne faut pas oublier qu'au plus environ 50 pour 100 seulement du million de dollars supplémentaires gagnés au cours d'une vie de travail ira dans les impôts sur le revenu. Éventuellement, le reste de cette somme entrera lentement dans l'économie générale et contribuera ainsi aux fonds publics directement, par les taxes de vente et, indirectement, par les impôts sur les profits des propriétaires et sur les salaires des employés des entreprises dans lesquelles la plus grande partie de cet argent sera dépensé – et ainsi de suite.

Il existe également une relation directe, avantageuse pour nous tous et toutes, entre le niveau de scolarité et la dépendance envers les programmes sociaux. Les diplômés et diplômées universitaires consomment seulement 8 pour 100 de toute l'aide gouvernementale (par exemple en assurance-emploi et en prestations d'aide sociale). Selon leur

pourcentage de la population, ce n'est que la moitié de leur part.

À cause des progrès gigantesques de l'économie du savoir, la demande des produits de nos universités a augmenté régulièrement et elle continue de s'accroître à un rythme étourdissant.

En 2002, l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) avait prédit une hausse probable de 20 à 30 pour 100 du nombre d'inscriptions dans les universités d'ici l'an 2011. En réalité, au cours des deux premières années seulement de cette période, les inscriptions ont augmenté de 15 pour 100.

L'AUCC prévoit également que d'ici l'an 2011, il y aura une demande correspondante de 40 000 nouveaux professeurs et professeures : 20 000 pour remplacer ceux et celles qui prendront leur retraite ou qui quitteront le réseau pour d'autres raisons, 10 000 pour tenir compte de l'accroissement de la population étudiante et 10 000 pour satisfaire la demande croissante de recherche universitaire et pour améliorer la qualité de l'expérience en enseignement et en recherche de ceux et celles qui feront des études universitaires au cours des années à venir.

La recherche effectuée présentement dans les universités canadiennes est évaluée par l'AUCC à 6,8 milliards de dollars par année, un montant dont plus de la moitié est payée par les universités sous forme de temps alloué à la recherche par les professeurs et professeures et d'autres ressources internes.

Face à tout cela, l'histoire récente du soutien gouvernemental à l'exploitation, passé de 83 pour 100 en 1980 à légèrement plus de 60 pour 100 à l'automne 2003, est risible.

Pour qu'un grand nombre de Canadiens et de Canadiennes puissent, au cours du nouveau millénaire, développer leur entière capacité et contribuer pleinement à la société, tous les niveaux de gouvernement doivent prendre des mesures imminentes et significatives, sur une grande échelle, pour que l'accessibilité à nos universités corresponde à la demande croissante des produits de ces universités.

*(Desmond Morley est directeur général de la Fédération des associations de professeures et professeurs d'université du Nouveau-Brunswick.)*

